

CONTRAT-TYPE D'ACCUEIL DES EMS DU CANTON DE GENEVE

Approuvé par le Service cantonal des seniors et de la proche
aide (SeSPA) le 1^{er} juin 2026

Afin de ne pas alourdir le texte, les termes employés pour désigner des personnes sont pris au sens générique ; ils ont à la fois valeur d'un féminin et d'un masculin.

Il est préalablement rappelé que, conformément à la loi genevoise sur la santé, le choix de l'établissement médico-social (EMS) doit correspondre à la volonté du résidant, et que les soins requis par l'état de santé du résidant doivent correspondre à la mission de l'établissement. Le résidant a droit aux soins qu'exige son état de santé, dans le respect de sa dignité. Il est tenu, ainsi que ses proches, d'observer le règlement interne et manifester du respect envers les professionnels de la santé et les autres résidents.

Les autres droits et obligations des contractants sont définis par le présent contrat, ainsi que par la loi fédérale sur l'assurance-maladie du 18 mars 1994 (LAMal-RS 832.10), par l'ordonnance sur l'assurance-maladie du 27 juin 1995 (OAMal-RS 832.102), par la loi sur la gestion des établissements pour personnes âgées du 4 décembre 2009 (LGEPA - J 7 20), par le [Règlement d'application de la loi sur la gestion des établissements pour personnes âgées du 16 mars 2010 \(RGEPA - J 7 20.01\)](#), la loi sur la santé du 7 avril 2006 (LS - K 1 03), le droit de la protection de l'adulte (régulé aux articles 360 et suivants du Code civil suisse - CCS), et la charte éthique de la fédération genevoise des structures d'accompagnements pour seniors (FEGEMS), de l'Association genevoise des EMS (AGEMS) et des établissements médico-sociaux de droit public (EPA).

Le présent contrat est conclu entre

l'association « Habitats et Accompagnements des Générations Seniors » (ci-après HAGES), pour une domiciliation dans l'établissement suivant (figurant sur la liste des EMS reconnus par le Conseil d'Etat)

EMS Les Mouilles
Chemin des Mouilles 3
1213 Petit-Lancy

EMS La Vendée
Chemin de la Vendée 1
1213 Petit-Lancy

et

Nom :

Prénom :

Date de naissance :

La personne est accueillie dans une chambre individuelle dès le ...

Dans l'exécution du présent contrat,

- La personne est en mesure de gérer elle-même sa situation financière, elle n'entend pas être représentée
- elle est représentée par :
 - Représentant administratif, garant de la bonne exécution du contrat (ci-après représentant), désigné en annexe 1
 - Représentant thérapeutique, désigné en annexe 2

1. CONDITIONS FINANCIERES

Le séjour en EMS est financé par :

- a) le prix de pension journalier facturé au résidant par l'établissement. Il est fixé par le département chargé de la cohésion sociale et comprend essentiellement les prestations socio-hôtelières (hébergement, buanderie, nettoyage, restauration, animation et administration).

A l'admission, le prix de pension journalier à la charge du résidant est fixé par le département chargé de la cohésion sociale. Il est sujet à variations annuelles selon décision de l'autorité.

Le prix de pension journalier, à la charge du résidant est fixé à

CHF 236.-- pour l'EMS Les Mouilles **CHF 232.--** pour l'EMS La Vendée

- b) Le coût des soins est couvert par :
1. l'assureur-maladie qui verse à l'établissement un forfait journalier (art. 7a OPAS) selon la catégorie de besoins en soins dans laquelle se trouve le résidant,
 2. le canton pour le financement résiduel des soins de longue durée selon art. 25a, al. 5 LAMal,
 3. le résidant s'acquitte d'une contribution personnelle journalière aux coûts des soins de CHF 10.-- par jour, conformément à l'arrêté du Conseil d'Etat en vigueur (art. 25a, al. 5 LAMal). Cette contribution est prise en charge par le Service des Prestations Complémentaires (SPC) pour les résidents bénéficiaires des prestations complémentaires,
 4. le résidant, dans le cas où les moyens et appareils auxiliaires LiMA hors catégorie A ne sont remboursés ni par l'assurance-maladie, ni par le canton au titre du financement résiduel.
 5. le résidant pour les prestations et frais de soins non couverts par la LAMal.

Les modifications tarifaires sont communiquées par écrit au résidant.

1.1 Prix de pension

Le prix de pension journalier à la charge du résidant comprend notamment les prestations suivantes :

- mise à disposition et l'entretien de la chambre susmentionnée (charges comprises),
- alimentation adaptée à l'état de santé, soit trois repas principaux et deux collations (boissons comprises),
- entretien courant du linge de maison et des vêtements personnels (hors nettoyage à sec), y compris lors d'une hospitalisation,
- activités d'animation,
- utilisation et l'entretien des locaux communs,
- appui administratif (art. 7 al. 2 let d LGEPA et art. 23 RGEPA).

Les prestations et les services facultatifs suivants proposés par l'EMS, ne sont pas compris dans le prix de pension, et sont à la charge des résidants :

- forfait de CHF 8.- par mois, pour l'accès au réseau de télévision, radio et internet,
- forfait téléphonique de CHF 12.- par mois, comprenant les communications illimitées en Suisse et Europe de l'Ouest,
- consommations réalisées à la cafétéria (selon tarifs affichés),
- sorties culturelles et au restaurant, organisées dans le cadre des activités d'animation,
- produits d'hygiène personnelle et de toilette (savon, dentifrice, brosse à dents, etc.),
- hygiéniste dentaire et l'audioprothésiste,
- prestations du coiffeur de l'EMS (selon tarifs affichés),
- pédicures et soins esthétiques,
- transports assis accompagnés,
- transports en taxi ou en ambulance,
- nettoyages à sec des vêtements personnels (coût effectif du pressing),
- marquages du linge personnel des résidants (150 premières pièces offertes),
- assurance RC de CHF 20.- par an,
- frais liés à des démarches administratives spécifiques (papiers d'identité, certificat de vie, etc.).

1.2 Facturation

La facture mensuelle détaillée à la charge du résidant est payable selon les modalités de l'EMS. Elle comprend :

- le montant du prix de pension,
- la contribution personnelle aux coûts des soins,
- les prestations et les services facultatifs, détaillés ci-dessus

Le résidant ou son représentant s'engage à payer la facture mensuelle de l'établissement sous 30 jours et à affecter les prestations des assurances sociales au règlement de ladite facture.

En vertu de l'art. 42 al.3 LAMal, une copie des factures relatives aux coûts des soins seront envoyées chaque mois au résidant ou à son représentant.

Le résidant ou son représentant répond du paiement du prix de pension établi selon les tarifs en vigueur sur ses biens, en conformité à la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite (LP). Les factures échues établies sur la base du présent contrat valent reconnaissance de dette au sens de l'article 82 de la LP.

Des frais peuvent être facturés, en plus des intérêts de retard (5%), à partir du 2^{ème} rappel aux conditions précisées à l'article 106 de la loi fédérale complétant le Code civil suisse, du 30 mars 1911 (RS 220).

Son représentant entreprend toute démarche nécessaire à la bonne exécution des paiements et, en cas de besoin, saisira le TPAE.

1.3 Financement

- a) La rente AVS/AI (éventuellement l'allocation pour impotent) : Afin de garantir l'affectation conforme de la rente AVS/AI, de l'allocation pour impotent (API), le résidant ou son représentant s'engage à procéder à un système de recouvrement direct (LSV) ou à un ordre permanent afin de garantir le règlement de la facture ;
- b) la rente versée en application de la loi sur la prévoyance professionnelle, vieillesse, survivants et invalidité, du 25 juin 1982 (LPP-RS 831.40) ou par une autre institution d'assurance, est dans la mesure du possible domiciliée à l'établissement, sur le compte de l'EMS au nom du résidant. Si cela n'est pas possible, le résidant ou son représentant s'engage à procéder à un système de recouvrement direct (LSV) ou à un ordre permanent afin de garantir le règlement de la facture ;
- c) les autres revenus (rentes viagères, étrangères, etc.) : le résidant ou son représentant s'engage à procéder à un système de recouvrement direct (LSV) ou à un ordre permanent afin de garantir le règlement de la facture ;
- d) les prestations complémentaires sont domiciliées à l'EMS sur le compte du résidant ; le forfait pour dépenses personnelles (FDP) : le résidant ou son représentant s'engage à procéder à un ordre permanent.

2. GARANTIES

Afin de garantir l'exécution des obligations du résidant envers l'établissement, découlant du présent contrat, un dépôt correspondant :

- a) au maximum à trois mois de pension peut être demandé au résidant ou à son représentant ;
- b) au maximum 300 francs au titre des prestations et services non compris dans le prix de pension.

Le montant du dépôt ne fait pas partie de la fortune du résidant selon les dispositions des prestations complémentaires (Directives concernant les prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI (DPC), référence 3443.07).

Le dépôt doit être versé avant l'entrée du résidant dans l'établissement.

L'établissement peut utiliser le montant déposé pour régler les factures mensuelles après le 1^{er} rappel.

Le montant du dépôt non utilisé est déduit de la dernière facture, le solde est reversé au résidant ou à la masse successorale (art.7).

Dans le cas présent, le montant du dépôt correspond à la somme de CHF

Les autres garanties sont

3. TEMPS D'ESSAI - RESERVATION - CHANGEMENT DE CHAMBRE - RESILIATION

3.1 Temps d'essai

La durée du temps d'essai est de 3 mois.

Au cours du temps d'essai, les contractants peuvent se libérer par écrit de leur engagement sous-préavis de 10 jours.

Le prix de pension journalier est facturé dès le premier jour d'entrée.

Pour les prestations du SPC, seules les dates d'entrée et de sortie effectives sont prises en compte.

3.2 Résiliation ordinaire

Au terme du temps d'essai, le contrat peut être résilié par le résidant ou son représentant moyennant un préavis de 30 jours, sauf accord contraire de l'établissement.

L'établissement est tenu au même délai. La résiliation peut intervenir lorsque :

- a) la poursuite du séjour n'est plus compatible avec la mission de l'établissement et met en péril la santé et la sécurité du résidant et/ou des autres résidants ainsi que celles du personnel de l'établissement,
- b) le paiement de la pension n'est pas honoré, pour autant que la continuité des soins requis par l'état de santé du résidant puisse être garantie.

La résiliation ne peut intervenir qu'après avoir entendu le résidant, son représentant, ses proches et le médecin traitant.

Dans tous les cas, la résiliation est signifiée par écrit.

3.3 Libération de la chambre

Le délai de libération de la chambre est à négocier entre le résidant ou son représentant et l'établissement, mais doit avoir lieu au plus tard 48 heures après la fin du contrat, sauf justes motifs.

Au terme de ce délai, l'établissement est en droit de facturer le prix de pension journalier.

4. HOSPITALISATION ET VACANCES

4.1 Réserve de la chambre

Durant l'hospitalisation d'un résidant, l'établissement s'engage à garder inoccupée la chambre pendant 60 jours.

Lorsque la durée de l'hospitalisation d'un résidant dépasse 60 jours, une prolongation de la réservation peut être accordée sur demande de l'EMS 15 jours avant la fin au service cantonal des seniors et de la proche aidance (SeSPA), pour une période qui ne peut, en principe, excéder 15 jours (formulaire : <https://www.ge.ch/document/6496/annexe/0>).

4.2 Prix

Durant toute la durée de l'hospitalisation, l'établissement perçoit le prix de pension.

La contribution personnelle aux coûts des soins par jour complet d'absence ne peut pas être facturée (art. 1 b 3) sur la facture mensuelle.

Les coûts de frais de séjour d'hospitalisation (alimentation) doivent être déduits du prix de pension pour un montant forfaitaire de 15 francs par jour complet d'hospitalisation, au sens de l'art 64, al.5 de la LAMal et 104 OAMal.

La contribution forfaitaire de 15 francs n'est pas due pour le jour de sortie par analogie avec l'art. 104 alinéa 1 bis OLAMal 104 al 1.

Une éventuelle hospitalisation avec retour à l'EMS le jour même implique le maintien de la facturation du montant forfaitaire de 15 francs par l'EMS.

4.3 Non retour

- a. Si le résidant hospitalisé renonce à son retour dans l'établissement, il doit résilier son contrat par écrit, en respectant les délais prévus à l'art. 3.
- b. Dans le cas où l'état de santé du résidant à la fin de son hospitalisation n'est plus en adéquation avec la mission de l'établissement, celui-ci lui notifiera par écrit la résiliation en joignant une attestation du médecin répondant.

4.4 Vacances

Durant les vacances du résidant, la direction n'accorde pas de réduction journalière du prix de pension. La contribution personnelle aux coûts des soins par jour complet d'absence ne doit pas être facturée (art. 1 b 3).

5. PRESTATIONS DE SOINS

- 5.1** Le résidant a le choix de son médecin traitant, pour autant que ce dernier assure ses consultations dans l'établissement. Il est tenu d'en communiquer le nom à l'établissement. Pour rappel, le représentant thérapeutique est l'interlocuteur direct pour toute décision médico-soignante.
- 5.2** Dans le cadre de ses compétences et sur ordre du médecin traitant, le personnel soignant de l'établissement dispense au résidant les soins requis par son état.
- 5.3** Les directives anticipées du résidant doivent être respectées.
- 5.4** L'établissement inscrit systématiquement le résidant son adhésion au Dossier électronique du patient (DEP) CARA.

6. ESPACE PRIVATIF

La chambre du résidant est considérée comme un espace privatif qui peut être aménagé d'entente avec l'établissement dans la mesure où il est compatible avec les besoins du service, de sa santé et de sa sécurité.

L'établissement n'est pas responsable des biens du résidant. Au besoin, ce dernier peut conclure une assurance idoine.

Pour le résidant qui risque de se perdre, de se mettre en danger, l'EMS veille à sécuriser son environnement. Le cas échéant, sur ordre médical et avec l'accord préalable du résidant ou de son représentant, une mise en place de contraintes (bracelet anti-fugue, barrières de lit, etc.) peut être décidée. Cette mesure, qui touche directement l'atteinte à la liberté du résidant, doit avoir toute l'attention et la prévenance nécessaires. En aucun cas, le résidant ne pourra être enfermé, isolé ou gardé contre son gré, à l'intérieur de l'établissement.

La Direction décline toute responsabilité en cas de disparition des biens personnels. Le résidant est responsable de ses effets personnels. A la demande du résidant ou de ses proches, un coffre peut être mis gracieusement à disposition. Le coffre de la Direction est également disponible pour le dépôt de biens de valeur.

7. DECES

- 7.1** Le présent contrat prend fin au jour du décès du résidant.
- 7.2** L'établissement établit un inventaire des biens et des effets personnels de valeur se trouvant dans l'établissement au moment du décès. Selon leur nature, ils sont conservés dans un coffre ou en garde-meuble. Toutefois, les meubles sont gardés à titre exceptionnel et les frais de garde-meuble peuvent être facturés à la charge des héritiers dès le 1^{er} mois qui suit le décès.
- 7.3** En cas de décès, les règles en matière du droit des successions sont applicables selon, par ex. le document « Successions - La justice pratique » du pouvoir judiciaire.
- 7.4** Les frais funéraires ne sont pas à la charge de l'établissement qui ne s'en porte pas garant (art. 4Aa al.3 de la loi sur les cimetières, du 20 septembre 1876 (LCim-K 1 65)).

8. ORGANISATION DE LA VIE QUOTIDIENNE

Les principes directeurs relatifs à la bonne marche de l'EMS figurent dans le règlement interne de l'établissement remis lors de la visite préalable à l'admission, et également disponible à la réception de l'EMS.

Par ailleurs, l'établissement s'engage à respecter les aspirations et les activités religieuses, spirituelles, sociales et civiques du résidant. Il favorise la participation des proches.

En cas de divergence, le résidant ou son représentant peut en tout temps s'adresser à la direction de l'établissement.

9. DISPOSITIONS FINALES

9.1 Lieu de vie

Par sa signature, le résidant ou son représentant prend acte qu'il est accueilli dans l'établissement nommé ci-dessus, qui deviendra son domicile légal. L'établissement, pour sa part, s'engage à l'accueillir aux conditions du présent contrat.

9.2 Droits et obligations

Les signataires se déclarent d'accord sur les termes du présent contrat de droit privé et s'engagent à en respecter toutes les dispositions.

Le résidant ou son représentant reconnaît avoir également pris connaissance des documents annexés et en accepte les termes.

En signant le présent contrat, la personne concernée autorise l'HAGES à traiter les données personnelles communiquées, dans la mesure où cela est prévu et autorisé par la loi, ou nécessaire à l'exécution du présent contrat, et tant que la personne concernée ou son représentant ne s'y oppose pas expressément.

Le résidant prend également acte que les portes d'accès au bâtiment ainsi que certains couloirs de l'établissement peuvent être équipés d'équipements de vidéosurveillance.

9.3 Accord du droit à l'image

Par la signature du présent contrat, le résidant et/ou son représentant donne l'autorisation à HAGES de reproduire son image, prise lors des activités de l'institution, sur tout support et pour l'usage exclusif de la diffusion ou promotion des activités de l'association. Cette autorisation est valable jusqu'à révocation écrite.

9.4 For juridique

Le droit suisse est applicable et le for juridique est à Genève.

Fait à Lancy, le

Le résidant et/ou son représentant



.....
Laurent Beausoleil
Directeur général

ou Nathalie Vincent-Berthe
Directrice

Annexes obligatoires:

1. désignation du représentant administratif
2. désignation du représentant thérapeutique
3. directive départementale relative à la procédure de réclamation dans le secteur des EMS, entrée en vigueur le 01.06.2018 (à demander à la réception).

Documents de référence :

1. règlement interne de l'établissement (remis lors de la visite préalable à l'admission)
2. directives anticipées
3. formulaire CARA
4. document « Successions – La justice pratique » du pouvoir judiciaire

Le présent contrat est établi en deux exemplaires, dont un reste en mains de l'établissement et l'autre en mains du résidant ou de son représentant.

Contrat-type d'accueil entré en vigueur le 1er juin 2026.